


Informations de base	
<p>2025/0847(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p>	En attente de la décision de la commission parlementaire
<p>Cadre de mesures visant à faciliter le transport d'équipements, de matériels et de personnel militaires dans l'ensemble de l'Union</p> <p>Subject</p> <p>2.80 Coopération et simplification administratives 3.10.10 Alimentation, législation alimentaire 6.10.02 Politique de sécurité et de défense commune (PSDC); UEO, OTAN 7.10.02 Espace Schengen, acquis de Schengen 7.10.04 Franchissement et contrôles aux frontières extérieures, visas</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commissions conjointes compétentes au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	SEDE Sécurité et défense		SZCZERBA Michał (EPP)	12/01/2026
	TRAN Transports et tourisme		ZĪLE Roberts (ECR)	12/01/2026
			Rapporteur(e) fictif/fictive JOŃSKI Dariusz (EPP) KALFON François (S&D) DI RUPO Elio (S&D) POKORNÁ JERMANOVÁ Jaroslava (PfE) VONDRA Alexandr (ECR) DEVAUX Valérie (Renew) AUŠTREVČIUS Petras (Renew) STAČIŠ Mārtiņš (Greens/EFA) SINKEVIČIUS Virginijus (Greens/EFA) DEMIREL Özlem (The Left) KYLLÖNEN Merja (The Left) STOYANOV Stanislav (ESN)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	

	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	Commission pour l'évaluation budgétaire	Rapporteur(e) pour l'évaluation budgétaire	Date de nomination
	BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Industrie de la défense et espace	KUBILIUS Andrius	
Comité économique et social européen			
Comité européen des régions			

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
19/11/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0847 	Résumé
19/01/2026	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		



Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0847(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 59 Règlement du Parlement EP 58 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 100-p2 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 091 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 294-p7-ac
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen Comité européen des régions
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	CJ57/10/04620

Portail de documentation
--

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE784.420	17/03/2026	
Amendements déposés en commission		PE786.975	10/04/2026	
Amendements déposés en commission		PE786.976	10/04/2026	
Amendements déposés en commission		PE786.977	10/04/2026	
Amendements déposés en commission		PE786.978	10/04/2026	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2025)0847 	19/11/2025	Résumé
Document de travail de la Commission (SWD)	SWD(2025)0847 	20/11/2025	

Parlements nationaux

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	PT_PARLIAMENT	COM(2025)0847	17/03/2026	
Contribution	RO_SENATE	COM(2025)0847	24/03/2026	
Contribution	RO_CHAMBER	COM(2025)0847	26/03/2026	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	09/04/2026	CANSO - Civil Air Navigation Services Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	09/04/2026	FDSI Latvia
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	08/04/2026	Verso Energy
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	07/04/2026	ALLRAIL Alliance of Rail New Entrants

DI RUPO Elio	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	25/03/2026	European Transport Workers' Federation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	25/03/2026	Alstom
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	24/03/2026	Federation of European Tank Storage Associations
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	24/03/2026	TomTom International bv
DI RUPO Elio	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	24/03/2026	Permanent Representation of Belgium to the EU
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	24/03/2026	CLECAT - European association for forwarding, transport, logistic and Customs services
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	20/03/2026	Alstom
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	19/03/2026	European Transport Workers' Federation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	19/03/2026	FEPOR
KALFON François	Rapporteur(e)	TRAN	19/03/2026	Federation Nationale des Transports Routiers
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	18/03/2026	AVIONS DE TRANSPORT REGIONAL
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	18/03/2026	UNIFE
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	16/03/2026	Federation of European Tank Storage Associations
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	11/03/2026	European association of abnormal road transport and mobile cranes
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	11/03/2026	European Sea Ports Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	04/03/2026	Community of European Railway and Infrastructure Companies
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	03/03/2026	TomTom International bv
AUŠTREVIČIUS Petras	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	26/02/2026	CANSO - Civil Air Navigation Services Organisation
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	25/02/2026	European Transport Workers' Federation
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	25/02/2026	Bentley Systems, Incorporated
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	24/02/2026	International Road Transport Union Permanent Delegation to the EU
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	24/02/2026	European Sea Ports Organisation
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	24/02/2026	DHL Group
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	24/02/2026	CLECAT - European association for forwarding, transport, logistic and Customs services
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	18/02/2026	The International Association of Independent Tanker Owners
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	18/02/2026	FuelsEurope
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	18/02/2026	Airbus

ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	10/02/2026	Federation of European Tank Storage Associations
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	04/02/2026	Deutsche Bahn AG
DEVAUX Valérie	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	28/01/2026	Port de Rotterdam
VANNACCI Roberto	Rapporteur(e) fictif /fictive	SEDE	21/01/2026	FERROVIE DELLO STATO ITALIANE S.p.A.
ZĪLE Roberts	Rapporteur(e)	TRAN	20/01/2026	Community of European Railway and Infrastructure Companies
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	20/01/2026	Community of European Railway and Infrastructure Companies
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	11/12/2025	Eutelsat
KALFON François	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	05/12/2025	DHL Group
SAEIDI Arash	Rapporteur(e) fictif /fictive	TRAN	19/11/2025	European Transport Workers' Federation

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
BOTENGA Marc	11/02/2026	European Transport Workers' Federation
GROOTHUIS Bart	04/02/2026	Damen Shipyards Group

Cadre de mesures visant à faciliter le transport d'équipements, de matériels et de personnel militaires dans l'ensemble de l'Union

2025/0847(COD) - 19/11/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : faciliter le transport militaire dans l'UE et au-delà de ses frontières extérieures, tout en minimisant et en atténuant l'impact de ce type de transport sur le transport civil.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : Le Parlement décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la mobilité militaire est la capacité des forces armées des États membres à déplacer rapidement des troupes et du matériel dans l'Union et au-delà de ses frontières extérieures à des fins militaires. Par le passé, le transport de biens et d'équipements militaires était principalement, sinon exclusivement, assuré directement par les forces armées, et ce transport était dans la plupart des États membres exempté des règles de l'Union sur le transport des marchandises. Cependant, les forces armées sous-traitent de plus en plus leurs transports à des transporteurs commerciaux. Il est nécessaire de s'assurer que les mêmes règles s'appliquent à l'UE dans le domaine du transport militaire.

Bien que des progrès importants aient été réalisés, des obstacles importants à la mobilité militaire efficace dans l'UE persistent. Les règles nationales divergentes, les procédures fragmentées et l'absence de coordination claire continuent de retarder le transport militaire. L'infrastructure de transport de l'UE est insuffisamment adaptée aux besoins à double usage et reste vulnérable aux perturbations. L'accès aux carburants pour les opérations de transport militaire reste un défi.

Pour faciliter le transport d'équipements, de marchandises et de personnes à des fins militaires ou civiles, il est nécessaire d'établir un cadre complet à l'échelle de l'Union pour les autorisations accordées par un État membre récepteur pour les opérations de transport militaire menées sur son territoire par ou au nom des forces armées d'un État membre requérant.

En mars 2025, la Commission et la haute représentante ont présenté le livre blanc sur la préparation de la défense européenne à l'horizon 2030, complété par le plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030 de la Commission. Il s'agit d'un train de mesures ambitieux en matière de défense qui met à la disposition des États membres de l'UE des leviers financiers pour stimuler une montée en puissance des investissements dans les capacités de défense. Le **train de mesures sur la mobilité militaire** et la feuille de route pour la transformation de l'industrie de la défense de l'UE ont

tous deux été considérés comme des éléments prioritaires dans le livre blanc et dans la feuille de route pour la préparation de la défense à l'horizon 2030.

Le paquet de mesures sur la mobilité militaire 2025 repose également sur les enseignements tirés du plan d'action 2.0 révisé et de l'engagement de 2024 en faveur de la mobilité militaire. Il a été élaboré en étroite coordination avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et l'Agence européenne de défense (AED), de manière à garantir la cohérence avec les normes et procédures de l'OTAN.

CONTENU : la proposition vise à établir un objectif cohérent et **un cadre harmonisé au niveau de l'UE en vue de faciliter la circulation rapide et fluide des troupes, des équipements et des moyens militaires à travers l'Europe**. Pour ce faire, elle définit des mesures relatives aux équipements à double usage, aux moyens de transport et aux infrastructures pour faciliter le transport militaire dans l'Union et au-delà de ses frontières extérieures.

Le règlement proposé vise à :

- **supprimer les obstacles réglementaires**: la proposition introduit les premières règles harmonisées au niveau de l'UE sur la mobilité militaire et établit des règles et procédures claires pour les déplacements militaires transfrontaliers, avec un **délai maximal de traitement de trois jours** et des formalités douanières simplifiées;

- **simplifier les procédures d'autorisation**: le transport militaire transfrontalier (personnel, marchandises, équipement) nécessitera une seule autorisation /notification standardisée et la procédure applicable dans tous les États membres;

- **créer un cadre d'urgence**: la proposition met en place un nouveau système européen de réaction renforcée pour la mobilité militaire comportant des procédures accélérées et un accès prioritaire aux infrastructures, à l'appui des forces armées agissant dans le cadre de l'UE ou de l'OTAN;

- **renforcer la résilience des infrastructures de transport**: la proposition prévoit de moderniser les principaux corridors de mobilité militaire de l'UE selon les normes en matière de double usage ainsi que la protection des infrastructures stratégiques au moyen d'une nouvelle boîte à outils pour la résilience. Des investissements ciblés permettront de renforcer la cybersécurité, la sécurité énergétique et la préparation, en temps de paix comme en période de crise;

- **mutualiser et partager les capacités**: la proposition améliore la préparation, la solidarité et la disponibilité des capacités de mobilité militaire pour les États membres en introduisant une réserve de solidarité et la possibilité de créer un système d'information numérique sur la mobilité militaire;

- **renforcer la gouvernance et la coordination**: un nouveau groupe sur les transports liés à la mobilité militaire et un comité renforcé du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) guideront la mise en œuvre et surveilleront l'état de préparation, avec le soutien des coordinateurs nationaux des transports militaires transfrontaliers dans chaque État membre.

Le règlement s'appliquera au **transport d'équipements, de marchandises et de personnel** exploités par, ou sous la responsabilité des forces armées des États membres ou des Alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui a lieu en partie ou en totalité dans l'Union et fait usage, pendant ce transport, d'infrastructures, d'actifs et de capacités à double usage situés dans l'Union.

Enfin, la proposition aborde des aspects clés qui n'ont pas encore été correctement traités dans les trois dimensions: **réglementation, infrastructures et capacités**. Le règlement proposé est pleinement aligné sur les investissements financiers prévus dans le cadre du prochain fonds de financement et travaillera en tandem avec ceux-ci. Par exemple, les investissements dans les infrastructures via le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) auront un effet synergique, facilitant le transport militaire en augmentant la disponibilité d'infrastructures adaptées à double usage au sein de l'Union.